

Questions orales

L'IMPORTANCE DE LA TECHNOLOGIE ET DU NOMBRE D'EMPLOIS

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, l'an dernier des dettes de 1.4 milliard de dollars ont été radiées. Cette somme est supérieure à ce que le gouvernement a consacré aux programmes de création d'emplois. Canadair a également accusé une perte de 107 millions de dollars au cours des six premiers mois de cette année. Si nous retournons en arrière, le vérificateur général a recommandé, contrairement au gouvernement, qu'on lui demande de procéder à une vérification intégrée de la société, mais c'est de l'avenir que je me soucie.

Étant donné l'importance de cette technologie et le nombre d'emplois en cause, le premier ministre n'accepterait-il pas de renvoyer cette importante question à un comité regroupant des représentants de tous les partis, de sorte que nous puissions travailler de concert afin de trouver des solutions pour sauver Canadair et cette technologie, dans l'intérêt même du Canada?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, je suis heureux d'entendre le chef de l'opposition nous déclarer que son parti désire sauver Canadair. Étant donné les critiques que nous avons entendues au cours de l'année écoulée, de la part des députés de ce parti, nous craignons que ce dernier ne veuille répéter avec Canadair l'erreur qu'il a commise il y a 20 ans avec Avro. S'il désire sauver Canadair, je pense que le meilleur principe à appliquer, une fois encore, est de laisser les gestionnaires faire leur travail et de permettre au Parlement...

Des voix: Oh, oh!

• (1420)

M. Trudeau: ... de permettre au Parlement d'exercer ses responsabilités, comme il l'a d'ailleurs fait en critiquant les états financiers au comité.

En ce qui concerne les objectifs, j'aimerais que le chef de l'opposition fasse une déclaration plus ferme, dans le sens de celle qu'il vient de faire en posant sa question, indiquant que Canadair doit être sauvée, que la technologie vaut la peine d'être préservée et que son parti est d'accord. Si nous pouvons avoir de son parti des éclaircissements sur ces objectifs, alors je pense que nous aurions l'unanimité. En d'autres termes, si le chef de l'opposition veut réellement sauver la société Canadair, la solution n'est pas de poser la question sur le plan politique; il vaut mieux que cette société de la Couronne soit administrée, comme toutes les autres, indépendamment du Parlement; le gouvernement doit reprendre des objectifs à long terme, et les rapports sont présentés aux comités parlementaires.

ON DEMANDE LA CRÉATION D'UN COMITÉ SPÉCIAL

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Madame le Président, le premier ministre a fait allusion à une décision prise il y a 20 ou 25 ans. A l'époque, il était évidemment un ardent partisan de la CCF ou Nouveau parti démocratique et il avait sans doute un point de vue tout à fait différent. Ce qui n'a pas changé, c'est la nécessité d'exercer un contrôle parlementaire.

Il est question ici d'une compagnie qui nous a coûté plus d'un milliard et demi de dollars et qui semble devoir accumuler des pertes annuelles de 200 millions au cours des deux prochaines années. Nous accordons énormément d'importance à la

technologie et nous demandons simplement au premier ministre, sans le moindre sectarisme, s'il est d'accord pour qu'un comité représentant tous les partis examine la situation avec les intervenants, afin de voir si l'avenir de Canadair peut être vraiment sauvé dans l'intérêt de notre pays.

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, le chef de l'opposition mentionne ce que je faisais il y a 25 ans. Je lui demande simplement de passer en revue ce que son caucus a fait l'année dernière. Deux comités se penchent actuellement sur la situation de Canadair, le comité des comptes publics et le comité des finances.

M. Mulroney: C'est pour le passé. Je parle de l'avenir.

M. Trudeau: Quand ces comités nous auront présenté leurs recommandations et que l'opposition manifesterait un intérêt réel pour l'avenir, nous pourrions examiner les recommandations en question. Je le répète, pour l'instant elle s'est contentée de porter des critiques négatives, apparemment dans le but de détruire Canadair. Je suis très content de voir que le chef de l'opposition désire joindre ses efforts à ceux du gouvernement pour sauver cette compagnie. Si les conservateurs restent dans d'aussi bonnes dispositions, nous serons très heureux de les voir participer aux travaux des comités qui existent déjà.

M. Mulroney: Madame le Président, je joins mes efforts à ceux du gouvernement, car ce dernier a besoin de toute l'aide qu'on peut lui donner.

LES PERSPECTIVES D'AVENIR DE LA SOCIÉTÉ

M. Brian Mulroney (chef de l'opposition): Il se peut que les Canadiens soient d'accord pour soutenir Canadair s'ils connaissent tous les faits et tous les chiffres. Voilà en quoi consiste le contrôle parlementaire. Il ne faut pas camoufler cette affaire ou la confier à un comité ou à un ministre quelconque.

Je trouve encourageante la réponse initiale du premier ministre. J'en reviens à ma question. Ce n'est peut-être pas la procédure habituelle, mais ce n'est pas non plus un problème courant, car une somme de 2 milliards est en jeu. Le premier ministre serait-il d'accord pour mettre sur pied un comité spécial, dûment autorisé par la Chambre des communes à examiner les perspectives d'avenir de Canadair, en tenant compte des responsabilités de la direction et des travailleurs de cette entreprise? Nous serions prêts à collaborer au maximum à ce genre d'initiative.

Des voix: Bravo!

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Madame le Président, pour la troisième fois, je tiens compte du désir de coopération du chef de l'opposition. Je lui conseille d'attendre les rapports des comités parlementaires qui sont saisis de cette question. Notre leader parlementaire m'apprend qu'un comité doit faire rapport d'ici quelques jours. Le ministre compétent comparaitra devant ce comité. Il lui exposera ses plans et objectifs à long terme. Il les exposera clairement et l'opposition aura alors tout loisir de les critiquer ou de les approuver. Si elle doit formuler des critiques, j'espère qu'elles seront constructives et qu'elles témoigneront de l'esprit de coopération que nous laisse entrevoir le chef de l'opposition en proposant la création d'un troisième comité parlementaire.